

## Le « sécu-capitalisme » nouveau système économique mondial

Les réussites et les faillites économiques sont intrinsèques au système capitaliste. Ce flux et ce reflux rythment la vie du système. Or, ces dernières années, cet équilibre a été bouleversé par une asymétrie entre le capital et le travail qui a abouti à l'apparition d'un nouveau système, que l'on pourrait qualifier de « système capitaliste au capital sécurisé », où les faillites se retrouvent bloquées.

Le système capitaliste tend naturellement vers une concentration du capital. Ce processus prend plus ou moins de temps, en fonction de l'environnement économique et de la pression fiscale exercée par la puissance publique. Cette concentration du capital engendre des bulles spéculatives, déconnectées de l'économie réelle, qui assèchent l'économie et finissent par exploser. L'explosion de ces bulles et les faillites qui en découlent redistribue le capital et le système repart ensuite dans un nouveau cycle. Ces transitions, souvent nommées « crises », sont systémiques, elles font parties de la vie du système capitaliste. Parmi les crises récentes, on peut citer la crise argentine, la crise asiatique, l'explosion de la bulle Internet ou encore la crise des subprimes.

Le coût social de ces explosions est souvent très important, ce qui fait privilégier à l'Homme sage et rationnel d'autres systèmes de redistribution du capital, comme l'inflation – mais qui a le défaut de ne pas taxer les patrimoines immobiliers et de créer d'importants déséquilibres à forte dose – ou encore la taxation du capital.

Néanmoins, la mondialisation de l'économie initiée dans les années 80 a donné un énorme avantage au capital, qui peut désormais aller et venir instantanément, s'offrir aux plus offrants ou encore se cacher dans des paradis fiscaux. Il en découle un assèchement des politiques de taxation du capital, car la concurrence entre les pays poussent les politiques à baisser les taux de prélèvement. Le processus de concentration du capital n'est donc plus contrebalancé et il peut ainsi se poursuivre jusqu'à l'étouffement de l'économie. Ce point a été atteint au milieu des années 90. Pour éviter une nouvelle crise une parade a été trouvée à cet époque : l'endettement. Qu'il soit privé (comme pour les États-Unis) ou public (comme pour la France), cet artifice a permis de tenir une quinzaine d'années supplémentaires. Le système a quand même fini par exploser avec la crise des *subprimes*. Néanmoins, le capital a pu exiger des États d'éviter les faillites bancaires en sauvant des établissements privés avec l'argent public. Le processus de déconcentration du capital n'a donc pas eu lieu et, suite à ces différentes politiques, la dette publique des pays de l'OCDE représente en 2012 plus de 100 % de leurs PIB, soit la somme colossale de 46 000 milliards de dollars. Cette collectivisation des pertes, qui permettra peut-être à Marx de se rassurer en constatant qu'il reste encore de fervents partisans de l'économie collectiviste dans certains secteurs, non seulement avorte la redistribution de capital normalement engendrée par les faillites, mais, en plus, asphyxie l'économie réelle via l'application de politiques d'austérité qui demeurent extrêmement coûteuses pour les peuples. Certes, la faillite est loin d'être la meilleure solution – même si les garanties de l'État permettraient à la plus grande partie de la population de ne rien perdre. Mais si on renonce à taxer le capital, le blocage des faillites, sans aucune demande de contrepartie, est une solution encore moins acceptable.

Nous voici donc entrés dans un nouveau stade du capitalisme, le « sécu-capitalisme », où les mécanismes de déconcentration du capital, soit naturels, soit politiques, ne sont plus fonctionnels. Il devient urgent d'essayer de mettre en place de nouveaux mécanismes de taxation, au moins à l'échelle européenne, comme par exemples, un impôt sur le patrimoine, la taxation des transactions financières, la lutte contre les paradis fiscaux, le rééchelonnement de certaines dettes ou encore l'interdiction de versement de dividende pour les entreprises qui licencient. Si rien ne change la situation devrait devenir de plus en plus explosive et l'avenir plutôt sombre.